

Nos références : PU 51368 – VD/MP  
Annexe(s) :

## PERMIS D'URBANISME

### LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite :

- situation de la demande : **Rue de la Sincérité, 3**
- objet de la demande : **Rénover un immeuble de rapport**

**ARRETE :**

**Art. 1er.** Le permis visant à **rénover un immeuble de rapport**, est délivré aux conditions de l'article 2.

**Art. 2.** Le titulaire du permis devra :

1° se conformer au plan **51368-III** de la situation projetée (référence architecte : plan 012B du 5/11/2020), cacheté à la date de délivrance du permis, sans préjudice des conditions émises ci-dessous ;

2° respecter les conditions suivantes :

- **tout raccordement à l'égout public doit être réalisé selon les conditions générales des services Vivaqua SCRL – Boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles – tél. : 02/518.81.11 – [info@vivaqua.be](mailto:info@vivaqua.be);**

3° ~~s'acquitter des charges d'urbanisme suivantes ;~~

4° respecter les conditions fixées par l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) du 08/04/2020 figurant dans le dossier de demande de permis ;

5° ~~prendre en compte les indications particulières de mise en œuvre du permis suivantes ;~~

6° s'acquitter de la somme de **120,00 €** correspondant à la redevance en application au règlement sur les redevances en vigueur concernant les dossiers présentés à la commission de concertation ;

7° s'acquitter de la somme de **84,21 €** correspondant à la taxe en application au règlement sur les taxes en vigueur concernant les divers actes et travaux soumis à permis d'urbanisme ;

~~**Art. 3.** Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà d'une durée de — à dater de la notification du présent permis.~~

**Art. 4.** Le titulaire du permis doit, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes :

- afficher sur le terrain l'avis, dont un modèle est joint au présent permis, indiquant que le permis a été délivré, et ce pendant toute la durée de ce chantier ou tout au long de l'accomplissement de ces actes ;
- avertir, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis et de l'affichage, conformément aux modalités jointes au présent permis.

**Art. 5.** Si le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le présent permis, celui-ci est exécutoire 20 jours après sa réception (*application art. 157 CoBAT*)

**Art. 6.** Dès l'achèvement des actes et travaux autorisés par le présent permis et avant toute occupation, le collège des bourgmestre et échevins sollicite du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) une visite de contrôle, sanctionnée par une attestation de (non-) conformité, à moins qu'il s'agisse d'actes et travaux qui en sont dispensés par le Gouvernement.

**Art. 7.** Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers. Il ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

## FONDEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE :

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'article 123, 7° de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juin 2004 déterminant les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme dispensés de l'avis préalable, de la visite de contrôle et de l'attestation de conformité du Service incendie et d'aide médicale urgente ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'environnement ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif aux charges d'urbanisme imposées à l'occasion de la délivrance des permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 janvier 2004 relatif aux permis d'urbanisme à durée limitée ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) ;

~~Vu le plan particulier d'affectation du sol (PPAS) approuvé le — et dénommé ;~~

~~Vu le plan particulier d'aménagement approuvé en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou en application de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qu'il s'agit du plan particulier d'affectation du sol dénommé — et approuvé le ;~~

~~Vu le permis de lotir non périmé délivré en date du ;~~

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) ;

~~Vu le(s) règlement(s) régional(aux) d'urbanisme suivant(s) ;~~

Vu le(s) règlement communal d'urbanisme (RCU) entré en vigueur le 17/10/2019 ;

~~Vu l'arrêté du — de classement (1) d'inscription sur la liste de sauvegarde (1) décidant de ne pas entamer la procédure de classement (1) décidant de ne pas classer, suivant ;~~

~~Vu le plan de gestion patrimoniale adopté par l'arrêté du ;~~

## INSTRUCTION DE LA DEMANDE ET MOTIVATION DE LA DECISION :

### La décision est prise pour les motifs suivants :

Considérant que la demande a été introduite en date du **19/11/2019** ;

Considérant que l'accusé de réception complet de cette demande porte la date du **22/01/2020** ;

Considérant que la demande déroge au(x) :

règlement(s) d'urbanisme visé(s) ci-dessus, en ce qui concerne :

**dérogation à l'article 4 du Titre I du RRU – profondeur d'une construction mitoyenne**

## **dérogation à l'article 6 du Titre I du RRU – hauteur d'une construction mitoyenne et lucarne de toiture**

Vu l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) du 08/04/2020 portant les références CP.2020.0224/1/APB/ac, figurant dans le dossier de demande de permis ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité ; que l'enquête publique s'est déroulée du **30/05/2020** au **13/06/2020** et que **1** observation avec demande à être entendu a été introduite ;

Considérant l'avis de la commission de concertation du 18/06/2020 libellé comme suit : «

- **Vu que le bien se situe en zone d'habitation suivant le Plan Régional d'Affectation du Sol – A.G du 3 mai 2001 ;**
- **Vu que le bien se situe Rue de la Sincérité au n° 3, maison de rapport mitoyenne R+02+TV, implantée sur une parcelle cadastrée Section A – n° 505 r 2 ;**
- **Vu que la demande vise à rénover un immeuble de rapport ;**
- **Vu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité ; que la première enquête a été interrompue (13/03/2020 au 15/03/2020) et reconduite du 30/05/2020 au 13/06/2020 ; qu'une réclamation basée sur les motifs principaux suivants a été introduite :**
  - **le chantier, qui a déjà commencé sans mesures de protection adéquates, occasionne des dégâts en façade (projection de ciment) et dans le jardin (débris de matériaux) ;**
  - **la terrasse de toit, qui surplombe les parcelles voisines, impacte l'intimité et crée des vis-à-vis gênants ;**
  - **selon l'article 680 du Code civil, le projet est en infraction en ce que la distance de recul de 1,90m n'est pas observé ; les nouvelles baies des pièces situées perpendiculairement à l'intérieur d'îlot ne sont distantes de la ligne de séparation mitoyenne que de 1,74m – configuration qui crée des vues dommageables intrusives et des vis à vis gênants d'autant plus que ces pièces sont dorénavant utilisées comme pièce de vie (en place de sdb), les nouvelles baies agrandies (plus hautes et avec un vitrage transparent) par rapport aux caractéristiques initiales ((larges et occultées) ;**
  - **une isolation phonique est indispensable compte tenu de la nouvelle organisation interne de la maison – les pièces calmes et bruyantes étant interverties, cet aménagement impacte le confort phonique des maisons voisines (les aménagements intérieurs respectifs n'étant plus en concordance) ;**
  - **le décrochement dans le mur mitoyen du rez-de-chaussée gagnerait à être comblé afin de supprimer les vues entre les 2 fonds ;**
- **Vu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :**
  - **application de la prescription générale 0.6. du PRAS – atteintes aux intérieurs d'îlots ;**
  - **application de la prescription particulière 2. 5.2° du PRAS – modifications des caractéristiques urbanistiques ;**
  - **dérogation à l'article 4 du Titre I du RRU – profondeur d'une construction mitoyenne ;**
  - **dérogation à l'article 6 du Titre I du RRU – hauteur d'une construction mitoyenne ;**
- **Vu l'archive communale à cette adresse :**
  - **n° 28745 (PU 21922) – construire une maison – permis octroyé le 22/12/1936 ; la situation existante ne correspond plus à la situation de droit pour le changement de destination du rez-de-chaussée en logement, pour l'aménagement de la cour, pour l'aspect des menuiseries extérieures en façade à rue ;**
- **Vu les renseignements urbanistiques (RU 2019/8834), le nombre d'unités de logement qui peut être considéré comme régulier est de 3 ;**
- **Vu les renseignements cadastraux, le bien est répertorié en tant que maison de rapport qui comprend 3 logements ;**
- **Considérant que le projet initial de 1936 se composait de 3 entités – soit, au +00, un garage avec magasin arrière, et aux étages, 2 unités de logement ; que le niveau du toit a été réalisé plus bas et sans mansarde à rue ;**
- **Considérant que la demande en situation projetée envisage de rénover les 3 unités de logement – suppression du garage et de la véranda en fond de parcelle, construction**

d'une extension en zone de cour, aménagement de la pièce à rue au niveau des combles, création de terrasses de toit et de lucarnes ; que l'aménagement projeté est le suivant :

- -01 caves privatives (3), local vélos/poussettes, local entretien, local compteurs
  - +00 logement de 1 chambre  
hall, chambre à rue (en place du garage), cuisine ouverte sur séjour, sdd avec wc, cour
  - +01 logement de 1 chambre  
hall avec wc et débarras, chambre à rue, séjour, cuisine, sdd, terrasse
  - +02 duplex de 3 chambres  
niveau inférieur : cuisine ouverte sur séjour, sdd, wc, chambre arrière  
niveau supérieur : chambres, wc, terrasse de toit
- Considérant que la *prescription générale 0.6., atteintes aux intérieurs d'îlots*, est d'application en ce que l'utilisation de la plate-forme de toit peut occasionner des nuisances en intérieur d'îlot et préjudicier le voisinage compte tenu de sa position dominante qui ne préserve pas l'intimité ; que la qualité paysagère de l'intérieur d'îlot n'est pas améliorée – la parcelle n'offrant aucune surface en pleine terre ;
- Considérant que vu la nouvelle répartition spatiale des pièces (pièces de vie dans l'extension arrière en place de la sdb), ainsi que l'agrandissement des baies en façade latérale et le remplacement des vitres occultées (par un film dépoli) par des transparentes, le projet est dommageable pour le fond voisin gauche et cause nuisances phoniques, vues intrusives et vis à vis gênants
- Considérant que la terrasse de toit au +01, de dimensions modestes, ne nécessite pas de rehausse de mitoyens ; que celle du +03 de 12,5m<sup>2</sup>, surplombant les parcelles voisines, doit être supprimée vu la configuration des lieux et les vis à vis intrusifs occasionnés ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre I, article 4, profondeur d'une construction mitoyenne*, en ce que le bâti dépasse la profondeur des  $\frac{3}{4}$  de la parcelle ;
- Considérant que la terrasse de toit au +03 s'étend bien au-delà de la limite de la zone maximale de construction (mesurée dans l'axe médian de la parcelle) ; qu'il convient de la supprimer compte tenu de la configuration des lieux et des vues droites sur l'intérieur d'îlot ;
- Considérant que l'extension au +00 et la terrasse aménagée sur son toit dépassent de +/-0,20m la profondeur des  $\frac{3}{4}$  mais sont, par ailleurs, intégrées dans le profil du mitoyen gauche pré-existant ; que cette dérogation minimale est acceptable ;
- Considérant que la petite extension se motive en ce que celle existante est démolie et que, sans impact sur les parcelles voisines, elle permet d'améliorer l'habitabilité du +00 et de fournir au logement du +01 un modeste espace extérieur ;
- Considérant que la répartition spatiale des logements est radicalement modifiée (chambres à rue, pièces de vie en intérieur d'îlot) ; que cet aménagement n'est pas qualitatif ni pour les logements, ni pour les impacts importants par rapport à l'intérieur d'îlot ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre I, article 6, hauteur d'une construction mitoyenne*, en ce que la lucarne arrière et la rehausse du mitoyen droit concernent une profondeur du mur mitoyen rehaussée sur 5,25m ; que cette rehausse ne se motive pas ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre I, article 6, lucarne de toiture*, en ce que la lucarne arrière dépasse les profils de toit des constructions voisines ; que la construction la plus basse est dépassée de 3,60m ;
- Considérant que cette dérogation est ponctuelle et sans impact sur l'ensoleillement de la parcelle d'angle ; qu'elle n'est envisageable que si la rehausse du mitoyen droit est supprimée ;
- Considérant que le projet n'est pas conforme au code civil en matière de servitude de vues ; que les vues ne peuvent porter préjudice aux tiers ; que les baies latérales ne respectent pas le retrait légal d'1,90m par rapport à la limite mitoyenne gauche ; que ces baies ne peuvent prétendre à continuer la servitude existante de cette façade – celles-ci étant complètement modifiées ; que cette configuration n'est pas envisageable ;
- Considérant que la situation de la parcelle est en zone B pour l'accessibilité (titre VIII du RRU) ; que le projet bénéficie d'une assez bonne desserte en transport en communs ; que le garage est supprimé afin de pouvoir être utilisé en tant que chambre afin d'améliorer l'habitabilité du rez-de-chaussée ; qu'une alternative de mobilité douce est proposée ;

- Considérant que la *prescription particulière 2.5.2° du PRAS* est d'application en ce qu'en façade à rue des modifications sont apportées ; que le projet modifie la baie du rez-de-chaussée et propose une lucarne de toit ;
- Considérant que toutes les menuiseries extérieures sont en PVC blanc ; que les divisions respectent la composition d'ensemble de la façade ; que la baie de la porte de garage est modifiée en un châssis de 3 vantaux avec allège et piédroits en pierre bleue ; que la finition de la lucarne à rue est en panneau fibres-ciment de teinte gris foncé ;
- Considérant que la suppression de la porte de garage active la façade et s'intègre davantage aux typologies du cadre bâti avoisinant ; qu'une lucarne à rue plus volumineuse était initialement prévue dans le permis de 1936 mais n'a pas été réalisée ;
- Considérant, de ce qui précède, que le projet en l'état ne s'accorde pas aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et est contraire au principe de bon aménagement des lieux ;

**AVIS DÉFAVORABLE** unanime en présence du représentant de la D.U. »

Considérant que le demandeur a produit, d'initiative, des plans modificatifs, en date du 10/08/2020 (*art. 126/1, §1<sup>er</sup> du CoBAT*) ;

~~que la demande modifiée n'a pas dû être soumise à de nouveaux actes d'instruction ;~~  
que la demande modifiée a été soumise, à nouveau, aux actes d'instruction ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité ; que l'enquête publique s'est déroulée du **03/10/2020** au **17/10/2020** et que **1** observation avec demande à être entendu a été introduite ;

Vu les avis de la commission de concertation du **18/06/2020** et du **22/10/2020** ;

Considérant que l'avis de la commission de concertation du 22/10/2020 a tenu lieu d'avis conforme et/ou de décision sur les dérogations du fonctionnaire délégué, qu'il est libellé comme suit : «

- **Vu que le bien se situe en zone d'habitation suivant le Plan Régional d'Affectation du Sol – A.G du 3 mai 2001 ;**
- **Vu que le bien se situe Rue de la Sincérité au n° 3, maison de rapport mitoyenne R+02+TV, implantée sur une parcelle cadastrée Section A – n° 505 r 2 ;**
- **Vu que la demande vise à rénover un immeuble de rapport ;**
- **Vu que la demande modifiée a été introduite le 10/08/2020, que le dossier a été déclaré complet le 11/09/2020 ; que les modifications principales concernent :**
  - **l'adaptation du mur latéral dont une partie est rendue oblique afin de respecter l'article 680 du Code civil – modification du retrait et de la vue droite par rapport à la limite mitoyenne gauche ;**
  - **la suppression de la terrasse de toit du +03 et de la rehausse du mitoyen droit ;**
  - **la rehausse ponctuelle du mur mitoyen gauche afin d'unifier sa hauteur ;**
- **Vu l'avis défavorable unanime de la commission de concertation du 18/06/2020 ; que cet avis était motivé en ce que l'aménagement projeté et la terrasse de toit n'étaient pas qualitatifs et de plus dommageables pour l'intimité du voisinage immédiat (vues droites intrusives et plongeantes, impacts phoniques) ; que la rehausse du mur mitoyen droit ne pourrait être envisageable ; que les baies de la façade latérale n'étaient pas conformes au Code civil en matière de servitude de vues ;**
- **Vu que le projet modificatif a été soumis aux mesures particulières de publicité du 3/10/2020 au 17/10/2020, et que la nouvelle réclamation introduite réitère les mêmes inquiétudes et questionnements :**
  - **les nouvelles baies déplacées sur le pan de mur oblique restent à proximité de la maison voisine et créent encore toujours des vues dommageables intrusives et des vis à vis gênants ; ces pièces sont dorénavant utilisées comme pièce de vie (en place de sdb), les nouvelles baies sont agrandies (plus hautes et avec un vitrage transparent) par rapport aux caractéristiques initiales (larges et occultées) ;**
  - **les toitures plates aux +01 et +03 doivent pouvoir offrir la garantie de ne pas pouvoir être accessibles et utilisées ; en cela, la double-fenêtre du +03 crée une invitation à occuper la plateforme ;**
  - **l'isolation phonique est indispensable compte tenu de la nouvelle organisation interne de la maison – les pièces calmes et bruyantes étant interverties, cet aménagement impacte le confort phonique de la maison voisine (les aménagements intérieurs respectifs n'étant plus en concordance) ;**

- le chantier avait déjà commencé avant la première commission de juin et ce sans mesures de protection adéquates et en occasionnant des dégâts en façade (projection de ciment) et dans le jardin (débris de matériaux) ; les travaux se sont poursuivis dès le lendemain de la commission malgré l'injonction d'arrêter les travaux ; pour la suite des travaux et du chantier, des mesures indispensables de protection devraient être imposées afin d'éviter accident, dégât et pollution
- Vu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :
  - application de la prescription générale 0.6. du PRAS – atteintes aux intérieurs d'îlots ;
  - application de la prescription particulière 2.5.2° du PRAS – modifications des caractéristiques urbanistiques ;
  - application de l'article 126§11 du COBAT – dérogation au Règlement Régional d'Urbanisme ;
  - dérogation à l'article 4 du Titre I du RRU – profondeur d'une construction mitoyenne ;
  - dérogation à l'article 6 du Titre I du RRU – hauteur d'une construction mitoyenne et lucarne de toiture ;
- Vu l'archive communale à cette adresse :
  - n° 28745 (PU 21922) – construire une maison – permis octroyé le 22/12/1936 ; la situation existante ne correspond plus à la situation de droit pour le changement de destination du rez-de-chaussée en logement, pour l'aménagement de la cour, pour l'aspect des menuiseries extérieures en façade à rue ;
- Vu les renseignements urbanistiques (RU 2019/8834), le nombre d'unités de logement qui peut être considéré comme régulier est de 3 ;
- Vu les renseignements cadastraux, le bien est répertorié en tant que maison de rapport qui comprend 3 logements ;
- Considérant que le projet initial de 1936 se composait de 3 entités – soit, au +00, un garage avec magasin arrière, et aux étages, 2 unités de logement ; que le niveau du toit a été réalisé plus bas et sans mansarde à rue ;
- Considérant que la nouvelle situation projetée de la demande envisage toujours d'aménager 3 unités de logement – suppression du garage et de la véranda en fond de parcelle, construction d'une extension en zone de cour, aménagement de la pièce à rue au niveau des combles, création de lucarnes ; que la répartition projetée est la suivante :
  - -01 caves privatives (3), local vélos/poussettes, local entretien, local compteurs
  - +00 logement de 1 chambre – inchangé par rapport au projet initial  
hall, chambre à rue (en place du garage), cuisine ouverte sur séjour, sdd avec wc, cour
  - +01 logement de 1 chambre – inchangé par rapport au projet initial à l'exception de la partie du mur latéral rendue oblique  
accès direct dans salon arrière avec terrasse latérale et toit plat sur la partie triangulaire, cuisine/sàm, hall de nuit avec wc et débarras, chambre à rue
  - +02 duplex de 3 chambres – inchangé par rapport au projet initial à l'exception de la partie du mur latéral rendue oblique et la suppression de la terrasse de toit  
niveau inférieur : cuisine ouverte sur séjour/sàm, sdd, wc, chambre arrière  
niveau supérieur : chambre à rue avec lucarne, chambre arrière sous pente, wc, lucarne arrière au niveau du palier
- Considérant que la *prescription générale 0.6., atteintes aux intérieurs d'îlots*, est d'application ;
- Considérant que la situation projetée initialement est améliorée en ce que l'aménagement de la plate-forme de toit du +03 est abandonnée, et qu'une petite zone de pleine terre est proposée en fond de cour qu'il convient toutefois d'agrandir ;
- Considérant que vu la nouvelle répartition spatiale des pièces (pièces de vie dans l'extension arrière en place de la sdb), ainsi que l'agrandissement des baies en façade latérale et le remplacement des vitres occultées (par un film dépoli) par des transparentes, le projet impacte davantage le fond voisin gauche – risques de nuisances phoniques, vues intrusives et vis à vis gênants qui pourraient ne pas préserver l'intimité de l'intérieur d'îlot ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre I, article 4, profondeur d'une construction mitoyenne*, en ce que le bâti dépasse la profondeur des  $\frac{3}{4}$  de la parcelle ;

- Considérant que la profondeur du bâti de l'extension latérale figure déjà sur les plans octroyés par permis en 1936 ;
- Considérant que l'extension de gauche au +00 et la terrasse aménagée sur son toit dépassent de +/-0,20m la profondeur des  $\frac{3}{4}$  mais sont, par ailleurs, intégrées dans le profil du mitoyen gauche pré-existant ;
- Considérant que la nouvelle petite extension se motive en ce que l'existante est démolie et que, sans impacter les parcelles voisines, l'habitabilité du +00 est améliorée et le logement du +01 dispose d'un modeste espace extérieur ; que cette dérogation minimale est acceptable ;
- Considérant qu'à partir du +01, le volume arrière de l'extension est rogné de manière à créer des baies ayant des vues droites conformes au Code civil ; que la proximité avec le fond voisin est conforme ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre I, article 6, hauteur d'une construction mitoyenne*, en ce que la lucarne arrière occasionne une rehausse du mitoyen droit sur une profondeur de 1,65m ; que cette lucarne, située au niveau du palier d'étage et sans contact avec une pièce habitable, ne se motive pas plus que la rehausse du mitoyen – la plateforme de toit n'étant plus aménagée en terrasse ;
- Considérant que la lucarne à rue respecte les 2/3 de la largeur de la façade et la distance de 2,00m par rapport au profil de la toiture ;
- Considérant qu'à la demande des propriétaires du n° 5, proposition est faite de combler le décrochement dans le mur mitoyen commun afin d'unifier sa hauteur et de supprimer les vues entre les deux fonds ;
- Considérant que la demande ne répond pas au *RRU, Titre II, article 19, bon aménagement des lieux*, et ce pour les points suivants :
  - porte-fenêtre, lucarne arrière et rehausse de mitoyen droit inadaptés – palier d'étage ne nécessitant pas une hauteur libre supplémentaire ni un apport additionnel d'éclairage naturel ;
  - dimensions négligeables de la zone en pleine terre ;
  - aménagement impactant négativement la maison voisine de gauche en ce que la disposition des pièces de vie, de nuit et des locaux techniques est remaniée ;
- Considérant qu'en séance, l'architecte a proposé une isolation acoustique au niveau de la cuisine du 01 ;
- Considérant que le projet est conforme au Code civil en matière de servitude de vues ; que les baies latérales respectent un retrait minimal de 2,00m par rapport à la limite mitoyenne gauche ; que la configuration du mur avec un pan oblique a été proposée en ce que les baies ne pouvaient prétendre à continuer la servitude existante de cette façade – celles-ci ayant été complètement modifiées ;
- Considérant que la situation de la parcelle est en zone B pour l'accessibilité (titre VIII du RRU) ; que le projet bénéficie d'une assez bonne desserte en transport en communs ; que le garage est supprimé afin de pouvoir être utilisé en tant que chambre et ainsi améliorer l'habitabilité du rez-de-chaussée ; qu'une alternative de mobilité douce est proposée ;
- Considérant que la *prescription particulière 2.5.2° du PRAS* est d'application en ce qu'en façade à rue des modifications sont apportées ; que le projet modifie la baie du rez-de-chaussée et propose une lucarne de toit ;
- Considérant que toutes les menuiseries extérieures sont en PVC blanc ; que les divisions respectent la composition d'ensemble de la façade ; que la baie de la porte de garage est modifiée en un châssis de 3 vantaux avec allège et piédroits en pierre bleue ; que la finition de la lucarne à rue est en panneau fibres-ciment de teinte gris foncé ;
- Considérant que la suppression de la porte de garage active la façade et s'intègre davantage aux typologies du cadre bâti avoisinant ; qu'une lucarne à rue plus volumineuse était initialement prévue dans le permis de 1936 mais n'a jamais été réalisée ;
- Considérant que les travaux doivent être faits dans les règles de l'art et avec des protections suffisantes et adéquates pour les parcelles voisines ;
- Dans le cas où la proposition PEB prévoit des grilles de ventilation dans les fenêtres (locaux secs en façade avant), il y a lieu de respecter cette proposition et de prévoir des grilles de type invisible ;
- Considérant que la demande doit se conformer strictement aux prescriptions émises dans le rapport de prévention incendie – CP.2020.0224/1/APB/ac – du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de Bruxelles-Capitale, en date du 8/04/2020 ;

- **Considérant, de ce qui précède, que le projet – moyennant modifications – s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux ;**

**AVIS FAVORABLE** unanime en présence du représentant de la D.U. à condition de :

- **supprimer la lucarne arrière et la rehausse du mitoyen ;**
- **proposer une zone de pleine terre plus étendue.**

**Considérant la modification du CoBAT, approuvée par arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en date du 26 juillet 2013 ; que les dérogations au Règlement régional d'urbanisme, Titre I – articles 4 et 6 (lucarne à rue) sont acceptées. Des plans modifiés de la situation projetée devront être soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins avant délivrance du permis d'urbanisme (application de l'article 191 du code bruxellois de l'aménagement du territoire).**

**Les documents modificatifs ou les renseignements manquants doivent être communiqués dans un délai maximum de 6 mois. A défaut, l'autorité statue en l'état. »**

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins a notifié, en date du 28/10/2020, la décision d'imposer des conditions impliquant des modifications aux plans déposés à l'appui de la demande (*art. 191 du CoBAT*) ;

que les plans modifiés ont été notifiés au collège des bourgmestre et échevins en date du 02/12/2020 et que la demande modifiée n'a pas dû être soumise à de nouveaux actes d'instruction ;

**avis favorable :**

- **Considérant l'avis de la commission de concertation du 22/10/2020 ;**
- **Considérant que la commission a émis un avis favorable unanime sous réserve de répondre aux conditions listées dans l'avis susmentionné ;**
- **Considérant que vu le dossier modificatif, les conditions prescrites ont été remplies en ce que :**
  - **La lucarne arrière est supprimée et aucune rehausse du mitoyen droit n'est envisagée ;**
  - **La zone de pleine terre en fond de parcelle est agrandie ;**
  - **Une isolation acoustique est placée sur le mitoyen gauche au niveau de la cuisine du +01 et du séjour du +02 ;**
- **Considérant que le projet amendé s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux.**

Fait en séance du 22/12/2020

Pour le Collège :

Par ordonnance,  
Le Secrétaire communal,

Par délégation,  
L'Echevin de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. VERMEULEN

A. KESTEMONT

*Notification du présent permis est faite simultanément, par envoi recommandé, au demandeur et au fonctionnaire délégué. (Références dossier régional : )*

*Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement dans les trente jours de la réception de la présente décision du collège des bourgmestre et échevins. Ce recours est adressé au Gouvernement par la voie électronique ou par lettre recommandée à la poste.*



## **EXTRAITS DE DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES**

La législation peut faire l'objet de modifications. Toute la législation urbanistique actualisée est disponible sur le site régional de l'urbanisme

### **Décision du collège des bourgmestre et échevins**

Article 126, § 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Le Gouvernement peut, après avoir recueilli l'avis des administrations et instances concernées, arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés de tout ou partie des avis d'administrations ou d'instances requis en application du présent article, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence des avis visés pour les actes et travaux considérés.*

Article 126, § 7 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement favorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, la commission de concertation, dans son avis, accorde, le cas échéant, les dérogations visées au § 11.*

*Le collège des bourgmestre et échevins délivre ensuite le permis, sur la base de l'avis conforme de la commission de concertation. Le permis reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.*

Article 126, § 8 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement défavorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, le collège des bourgmestre et échevins refuse le permis. La décision de refus reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.*

Article 126 § 9 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Sous réserve du § 4, lorsqu'il n'existe pas, pour le territoire où se situe le bien, de plan particulier d'affectation du sol en vigueur ou de permis de lotir non périmé, la demande est soumise à l'avis du fonctionnaire délégué.*

*La commune transmet au fonctionnaire délégué, par recommandé ou par porteur, l'ensemble des documents déterminés par le Gouvernement et informe le demandeur de cette transmission dans le délai suivant :*

*- lorsque la demande n'est pas soumise aux mesures particulières de publicité : simultanément à l'envoi de l'accusé de réception de dossier complet ;*

*- lorsque la demande est soumise aux mesures particulières de publicité : dans les dix jours de l'avis de la commission de concertation ou dans les dix jours de l'expiration du délai imparti à la commission de concertation pour émettre son avis ou, lorsque cet avis n'est pas requis, dans les dix jours de la clôture de l'enquête publique.*

*Le délai imparti au fonctionnaire délégué pour envoyer son avis au collège des bourgmestre et échevins est de quarante-cinq jours à compter de la réception des documents visés à l'alinéa précédent. À défaut, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis transmis au-delà de ce délai. Si l'avis du fonctionnaire délégué est notifié dans le délai, le Collège des bourgmestre et échevins ne peut délivrer le permis que de l'avis conforme du fonctionnaire délégué, le permis devant reproduire le dispositif de l'avis du fonctionnaire délégué.*

*En dérogation à l'alinéa précédent, lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation et que celle-ci a émis un avis favorable qui ne répond pas aux exigences du § 7, le fonctionnaire délégué est présumé favorable à la demande si, dans les huit jours de la réception des documents visés à l'alinéa 2, il n'a pas envoyé au collège des bourgmestre et échevins sa décision d'émettre son avis motivé dans le délai prévu à l'alinéa précédent.*

Article 126 § 10 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Lorsque celles-ci ne sont pas accordées par la commission de concertation, les dérogations visées au § 11 sont accordées par le fonctionnaire délégué.*

*Le fonctionnaire délégué se prononce sur les dérogations dans les mêmes conditions et dans le même délai que ceux visés au § 9. À défaut, de décision rendue dans le délai imparti, les dérogations sont réputées refusées.*

Article 325, § 1er, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Les plans particuliers d'aménagement approuvés sous l'empire de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et de la loi du 29 mars 1962 restent en vigueur. Ils sont dénommés "plans particuliers d'affectation du sol". Il peut y être dérogé aux mêmes conditions que celles prévues par le présent Code pour les plans particuliers d'affectation du sol.*

*Toutefois, l'article 126, § 9, est d'application à la procédure de délivrance des permis et certificats dans le périmètre des plans particuliers d'aménagement, approuvés en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.*

### **Exécution du permis**

Article 157 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Le permis délivré en application de l'article 156 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le permis.*

*Le délai visé à l'alinéa 1er prend cours à compter de la date de la levée de la suspension visée à l'article 101, § 7.*

*Le permis doit reproduire le texte de l'alinéa premier.*

### **Modalités de publicité**

Article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Un avis indiquant que le permis a été délivré doit être affiché sur le terrain par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.*

*Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 301, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.*

*Le titulaire du permis doit avertir par lettre recommandée le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes autorisés ainsi que de l'affichage visé à l'alinéa 1er, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux.*

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Articles 2 à 6 et annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 relatif à l'affichage et à l'avertissement prescrits pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme :

#### OBLIGATION D'AFFICHAGE

Art. 2. L'avis requis par l'article 194/2, alinéa 1er, du CoBAT est conforme au modèle d'affiche figurant à l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. L'avis mentionne le nom de la commune concernée, le type de permis délivré, la date de délivrance du permis et celle de son éventuelle prorogation ou reconduction, l'autorité délivrante, l'objet du permis, la durée prévue du chantier, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone auquel il est possible d'atteindre l'entrepreneur ou le responsable du chantier, ainsi que les horaires du chantier.

Art. 4. L'avis est affiché au moins huit jours avant l'ouverture du chantier ou avant de poser les actes pour lesquels le permis a été délivré.

Art. 5. § 1er. L'affiche est imprimée en noir sur papier blanc de format DIN A3. Elle est disposée de façon à pouvoir être lue aisément, à la limite du bien et de la voie publique contiguë, parallèlement à celle-ci et à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou sur un panneau sur piquet. Elle est maintenue en parfait état de visibilité et de lisibilité durant toute la durée de l'affichage.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un permis d'urbanisme relatif à des travaux d'infrastructure, l'avis doit être affiché de la même manière à deux endroits au moins sur la section de l'infrastructure concernée.

Si les actes et travaux portent sur une section de plus de 100 mètres de long ou sur plusieurs sections différentes, cet affichage est requis, selon le cas, tous les 100 mètres ou sur chacune des sections.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux portant sur une superficie de plancher de plus de 1 000 m<sup>2</sup>, les mentions reprises dans l'annexe doivent, en outre, être reproduites en grands caractères sur un panneau d'au moins 4 m<sup>2</sup>.

#### ANNEXE : AVIS D'AFFICHAGE

Région de Bruxelles-Capitale

Commune de . . . . .

AVIS

Application de l'article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT).

Permis d'urbanisme (1)

Permis de lotir n° . . . . . (1)

délivré le . . . . .

à . . . . .

par . . . . .

prorogé le . . . . . (1)

prorogation reconduite le . . . . . (1)

OBJET DU PERMIS : . . . . .

DUREE PREVUE DU CHANTIER :

ENTREPRENEUR/RESPONSABLE DU CHANTIER :

Nom : . . . . .

Adresse : . . . . .

N° de téléphone : . . . . .

HORAIRES DU CHANTIER : . . . . .

(1) Biffer la mention inutile.

#### OBLIGATION D'AVERTISSEMENT

Art. 6. Dans l'avertissement visé à l'article 194/2, alinéa 3, du CoBAT, le titulaire du permis mentionne les informations suivantes :

1° les références du permis : références du dossier, adresse du bien, date de délivrance du permis, autorité ayant délivré le permis;

2° son nom ou sa raison sociale;

3° la date de commencement des actes ou travaux;

4° la date d'affichage de l'avis indiquant que le permis a été délivré;

5° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur ou du responsable du chantier.

NB : un modèle informatique de l'avis d'affichage et de l'avertissement - à compléter et imprimer- sont disponibles sur le site régional de l'urbanisme

Article 192, alinéa 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque le permis est délivré afin de faire cesser une des infractions visées à l'article 300, il fixe le délai endéans lequel les travaux nécessaires à la cessation de l'infraction doivent être entamés ainsi que le délai endéans lequel ces travaux doivent être achevés.

#### **Modification du permis d'urbanisme**

Article 102/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions du présent Titre, sous réserve des dispositions du présent article, le titulaire d'un permis d'urbanisme peut solliciter la modification de ce permis aux conditions suivantes :

1° les modifications demandées ne peuvent pas porter sur des travaux déjà réalisés;

2° la modification ne porte que sur les droits issus du permis qui n'ont pas encore été mis en œuvre;

3° tous les recours administratifs ouverts à son encontre par le présent Code ou les délais pour les intenter sont épuisés.

§ 2. La demande de modification est introduite auprès de l'autorité ayant délivré le permis d'urbanisme initial, sauf dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque l'une des hypothèses visées à l'article 123/2 est rencontrée ;

- Lorsque le permis d'urbanisme initial a été délivré sur recours par le Gouvernement, la demande de modification est introduite auprès du fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsqu'elle accorde la modification du permis, l'autorité ne peut porter atteinte aux éléments du permis d'urbanisme qui ne sont pas modifiés par la demande.

§ 4. L'introduction d'une demande de modification n'empêche pas renonciation au bénéfice du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

La modification du permis d'urbanisme n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

§ 5. Le Gouvernement arrête la composition obligatoire du dossier de modification du permis d'urbanisme.

### **Péremption et prorogation**

Article 101 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1<sup>er</sup>. Sous réserve des hypothèses visées au § 3, le permis est périmé si, dans les trois années de sa délivrance, le titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 98, § 1er, 1°, 2° et 4°, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros-œuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en œuvre les charges imposées en application de l'article 100.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péremption du permis. Dans cette hypothèse, la péremption affecte :

- la partie non réalisée du permis, si la partie réalisée peut être considérée, au sein de celui-ci, comme un élément autonome, apprécié et autorisé comme tel par l'autorité délivrante ;

- l'entièreté du permis, dans le cas contraire.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

§ 2. A la demande du titulaire du permis, les délais visés au § 1er peuvent être prorogés par période d'un an, lorsque le demandeur justifie soit qu'il n'a pu mettre en œuvre son permis soit qu'il a dû interrompre ses travaux en raison de la survenance d'un cas de force majeure ou de la nécessité de conclure un ou plusieurs marché(s) public(s).

La demande de prorogation doit intervenir, à peine de forclusion, deux mois au moins avant l'écoulement du délai de péremption.

Le collège des bourgmestre et échevins se prononce sur la demande de prorogation lorsque le permis a été délivré par celui-ci. Dans les autres cas, le fonctionnaire délégué se prononce sur la demande de prorogation.

A défaut de décision de l'autorité compétente au terme du délai de péremption, la prorogation demandée est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation ne peut pas faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

§ 3. En dérogation au § 1er, pour les permis portant sur des zones d'espaces verts ou visés à l'article 123/2, § 1er, 1° à 3°, qui autorisent des actes et travaux récurrents ou s'inscrivant dans un programme de gestion de l'ensemble du bien concerné, le délai de péremption peut être fixé à dix ans pour les actes et travaux concernés. Dans cette hypothèse, l'interruption des actes et travaux pendant plus d'un an n'entraîne pas la péremption du permis et § 2 n'est pas applicable.

§ 4. Dans tous les cas où, en application du présent Code, le permis d'urbanisme est suspendu, le délai de péremption est lui-même suspendu, et ce pour toute la durée de suspension du permis.

§ 5. Au cas où des actes ou travaux de dépollution du sol doivent être exécutés avant la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, le permis et son délai de péremption sont suspendus de plein droit jusqu'à la constatation par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement de la bonne exécution de ces actes ou travaux préalables.

§ 6. Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre d'un permis d'urbanisme devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interruption des actes et travaux autorisés par ce permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 7. En cas de projet mixte au sens de l'article 176/1, le permis d'urbanisme et son délai de péremption sont suspendus tant que le permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

Le refus définitif du permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application du présent Code, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par le présent Code ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter, sont épuisés.

Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre du permis d'environnement devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis d'urbanisme est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interdiction de mise en œuvre du permis d'environnement est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 8. La présente disposition n'est pas applicable aux permis d'urbanisme si et dans la mesure où ils autorisent des actes et travaux visant à mettre fin à une infraction visée à l'article 300.

Article 101/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Par dérogation à l'article 101, lorsque l'exécution d'actes et travaux ainsi que, le cas échéant, de charges d'urbanisme est prévue par phases, conformément à l'article 192, le permis détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption visé à l'article 101, § 1er. Le laps de temps séparant le point de départ de deux phases successives ne peut pas excéder trois ans.

Le délai de péremption relatif à chaque phase peut faire l'objet d'une prorogation selon les modalités reprises à l'article 101, § 2.

Article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme :

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

### **Suspension et annulation**

Article 161, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine les documents que le collège des bourgmestre et échevins joint à l'expédition de la décision délivrant le permis qu'il notifie au fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué vérifie la conformité du permis à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux conditions de l'arrêté du Gouvernement de refus d'ouverture de procédure de classement portant sur le bien qui fait l'objet du permis.

Dans le délai visé à l'article 157, § 1er, alinéa 1er, le fonctionnaire délégué, en cas de non-conformité, suspend la décision du collège des bourgmestre et échevins et notifie sa décision de suspension au collège des bourgmestre et échevins, au titulaire du permis et au Collège d'urbanisme. Cette décision de suspension du permis est motivée.

§2. Le fonctionnaire délégué peut suspendre le permis lorsqu'il estime que les travaux autorisés par ce permis sont de nature à compromettre le bon aménagement des lieux, dès que le Gouvernement a décidé l'adoption ou la modification du plan régional d'affectation du sol ou d'un plan d'aménagement directeur.

Article 162 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire:

Dans les soixante jours de la notification de la suspension visée à l'article 161, le Gouvernement, sur avis du Collège d'urbanisme, annule le permis s'il y a lieu et notifie sa décision simultanément au collège des bourgmestre et échevins et au demandeur.

Le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué et le titulaire du permis ou son conseil, sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, l'autre partie et le fonctionnaire délégué sont invités à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme. Dans ce cas, le délai est prolongé de quinze jours.

A défaut de la notification de l'annulation dans les délais précités, la suspension est levée. Le permis reproduit le texte de l'article 161, et les alinéas premier et deuxième du présent article.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

#### **Recours au Gouvernement ([beroep-recours@gov.brussels](mailto:beroep-recours@gov.brussels))**

Article 188/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre :

- de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou du fonctionnaire délégué, dans les trente jours de la réception de celle-ci ;

- de la décision implicite de refus de sa demande, dans les trente jours de l'expiration du délai imparti au fonctionnaire délégué pour statuer sur celle-ci.

Lorsque la commune n'est ni la demanderesse de permis, ni l'autorité initialement compétente pour délivrer celui-ci, le Collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre de la décision du fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de celle-ci. Ce recours, de même que le délai pour le former, est suspensif. Sous peine d'irrecevabilité, il est adressé en même temps au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Le recours est adressé au Gouvernement, qui en transmet copie, dès réception, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée.

Le Collège d'urbanisme procède à une audition lorsque celle-ci est demandée. Cette demande est formulée dans le recours ou, s'agissant de l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée, dans les cinq jours de la notification du recours par le Gouvernement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction du recours et d'organisation de l'audition.

Article 188/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Collège d'urbanisme notifie son avis aux parties et au Gouvernement dans les septante-cinq jours de la date d'envoi du recours.

Le délai visé à l'alinéa 1er est prolongé comme suit lorsque le Collège d'urbanisme constate que la demande doit être soumise aux actes d'instruction suivants :

1° trente jours lorsque la demande est soumise à l'avis d'administrations ou d'instances ;

2° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à une enquête publique ;

3° quarante-cinq jours lorsque l'enquête publique est organisée partiellement durant les vacances d'été ;

4° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation ;

Dans ces hypothèses, le Collège d'urbanisme informe les parties et le Gouvernement des mesures sollicitées et de la durée de la prolongation des délais.

A défaut d'avis émis dans le délai imparti, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis émis hors délai.

Article 188/3 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les soixante jours :

- de la notification de l'avis du Collège d'urbanisme ;

- ou, à défaut d'avis rendu dans le délai imparti, de l'expiration de ce délai.

A défaut de notification de la décision dans le délai prévu à l'alinéa 1er, chacune des parties peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Lorsque ce rappel est envoyé par le Collège des bourgmestre et échevins, celui-ci en adresse simultanément une copie au demandeur en permis par lettre recommandée. A défaut, la lettre de rappel ne porte pas d'effets.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours à compter de l'envoi du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision aux parties, l'avis du Collège d'urbanisme tient lieu de décision. A défaut d'avis du Collège d'urbanisme, la décision qui a fait l'objet du recours est confirmée.

Article 188/4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1er. Préalablement à la décision du Gouvernement, le demandeur peut modifier sa demande de permis.

Toutefois, lorsque la demande de permis est soumise aux mesures particulières de publicité en application de l'article 188/2, la demande ne peut être modifiée entre la date d'introduction du recours et la fin des mesures particulières de publicité ou l'échéance du délai de leur réalisation visé à l'article 188/8 ou 188/9.

§ 2. Le demandeur avertit le Gouvernement par lettre recommandée de son intention de modifier sa demande de permis. Le délai visé à l'article 188/3 est suspendu à dater de l'envoi de la lettre recommandée.

§ 3. Dans un délai de 6 mois à compter de la notification adressée au Gouvernement, les modifications sont introduites par le demandeur.

Passé ce délai, la demande de permis est caduque.

§ 4. Dans les trente jours de la réception de la demande modifiée, le Gouvernement vérifie si le dossier est complet et si la demande modifiée doit à nouveau être soumise à des actes d'instruction eu égard aux conditions visées au § 5, et adresse au demandeur, par lettre recommandée, un accusé de réception si le dossier est complet. Dans le cas contraire, il l'informe, dans les mêmes conditions, que son dossier n'est pas complet en indiquant les documents ou renseignements manquants ; le Gouvernement délivre l'accusé de réception dans les trente jours de la réception de ces documents ou renseignements.

Si, dans les six mois de la notification du caractère incomplet du dossier, le demandeur ne communique aucun des documents

ou renseignements manquants, la demande de permis est caduque. Si le demandeur communique une partie de ces documents, il est à nouveau fait application des dispositions du présent paragraphe.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier dans les délais visés à l'alinéa 1er, la suspension visée au § 2 est levée et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir le lendemain de l'échéance du délai visé à cet alinéa.

§ 5. Lorsque les modifications apportées par le demandeur n'affectent pas l'objet du projet, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou à supprimer de la demande les dérogations visées à l'article 126, § 11, qu'impliquait le projet initial, le Gouvernement statue sur la demande modifiée, sans qu'elle ne soit à nouveau soumise aux actes d'instruction déjà réalisés.

La suspension visée au § 2 est levée à la date d'envoi de l'accusé de réception de dossier complet visé au § 4, et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir.

Article 188/5 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

*Le Gouvernement peut délivrer le permis, assortir le permis de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux ou refuser le permis.*

*Il peut également consentir les dérogations visées à l'article 126, § 11.*

*En outre, le Gouvernement peut accorder le permis en s'écartant des prescriptions réglementaires des plans visés au titre II dès que la modification de ces plans a été décidée dans le but de permettre la réalisation des actes et travaux d'utilité publique qui sont l'objet de la demande de permis, pour autant que, dans la décision de modifier le plan, l'autorité compétente ait justifié que la modification ne concerne que l'affectation de petites zones au niveau local et ne soit pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement compte tenu des critères énumérés à l'annexe D du présent Code. Dans ce cas, la demande du permis est soumise aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.*

*Les alinéas précédents sont applicables à l'avis du Collège d'urbanisme lorsque celui-ci tient lieu de décision conformément à l'article 188/3.*

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'introduction des recours exercés devant le Gouvernement contre les décisions prises en matière de permis de lotir, de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme et organisant l'audition prévue dans le cadre de ces recours :

*Article 1er. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :*

*1° CoBAT : le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;*

*2° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale ;*

*3° Recours : le recours en réformation introduit auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 188/1 du CoBAT.*

*Art. 2. Sous réserve de ce que prévoit l'article 188/1, alinéa 2, du CoBAT pour les recours introduits par le Collège des bourgmestre et échevins, l'introduction d'un recours au Gouvernement peut se faire par la voie électronique ou par envoi d'une lettre recommandée à la poste.*

*Art. 3. Dès la réception du recours, le Gouvernement notifie, par la voie électronique, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision est contestée, une copie du recours accompagnée, s'il échet, d'une copie des documents qui y sont joints.*

*Dès la réception de la notification visée à l'alinéa 1er, l'autorité dont la décision est contestée adresse deux copies conformes du dossier administratif au Collège d'urbanisme.*

*Art. 4. L'autorité dont la décision est contestée peut demander à être entendue, par la voie électronique ou par la voie postale, dans le délai prévu à l'article 188/1, alinéa 4, du CoBAT. Cette demande est adressée au Gouvernement qui la fait suivre, dès réception, au Collège d'urbanisme.*

*Art. 5. Lorsqu'une partie a demandé à être entendue, le Collège d'urbanisme convoque toutes les parties au plus tard huit jours avant la date de l'audition.*

*La convocation est adressée par la voie électronique à l'autorité dont la décision est contestée, et peut être adressée par cette voie au demandeur de permis ou de certificat dans l'une des hypothèses suivantes :*

*1° Lorsqu'il a introduit son recours par la voie électronique ;*

*2° moyennant son consentement préalable et exprès à échanger des communications électroniques produisant des effets juridiques à son égard.*

*L'absence d'une partie dûment convoquée n'affecte pas la validité de l'avis du Collège d'urbanisme.*

*Art. 6. Le Collège d'urbanisme dresse un procès-verbal de l'audition des parties en vue de sa communication au Gouvernement.*

*Art. 7. Lorsqu'une demande d'audition a été introduite conformément aux exigences de l'article 188/1 du CoBAT et du présent arrêté mais que le Collège d'urbanisme n'a pas procédé à l'audition dans le délai visé à l'article 188/2 du CoBAT, le Gouvernement invite les parties en vue de leur audition en se conformant au prescrit de l'article 5.*